

MARCHE DE SERVICES

MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS INTERIMAIRES POUR LE COMPTE DU PORT D'ARLES

**Règlement de Consultation
valant cahier des clauses administratives particulières**

Les dépôts se feront obligatoirement par voie dématérialisée sur
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures de marchés publics et dans le but d'optimiser les délais d'attribution des contrats, il est conseillé aux candidats soumissionnaires de se munir dès maintenant d'un certificat de signature électronique leur permettant de signer leur offre dès le stade du dépôt. Les candidats ont l'obligation de transmettre tous les documents relatifs à la présente consultation et de communiquer avec l'acheteur exclusivement par voie électronique

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES
13 MARS 2026 A 12 H**

Numéro de marché : 202602002

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES - DEFINITIONS

L'entité adjudicatrice - personne publique contractante : Chambre de Commerce et d'Industrie du pays d'Arles (CCI PA).

Procédure de passation :

La procédure de passation retenue est celle de la procédure adaptée avec négociation éventuelle, en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

Les candidats sont informés que l'entité adjudicatrice peut conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISMES ACHETEUR

La Chambre de Commerce et d'Industrie du pays d'Arles, ci-après dénommée l'entité adjudicatrice »,

Etablissement public administratif de l'Etat,

Représentée par la personne habilitée à signer le marché :

Stéphane PAGLIA, Président de la CCI, par décision en date du 22 novembre 2021

ARTICLE 2 - OBJET, TYPE, FORME ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

La présente consultation concerne la mise à disposition de personnels intérimaires, pour le compte du port de commerce.

2.2. Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens est 79620000-6 services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire.

2.3. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du code de la commande publique car sa décomposition en lot rendrait techniquement l'exécution plus complexe. Il concerne un besoin unique et homogène.

2.4. Réalisation de prestations similaires

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée. L'offre des soumissionnaires doit respecter le RC valant CCAP et le CCTP.

3.2. Dossier de consultation

Le dossier de consultation à destination des entreprises est disponible par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD, clé USB...), par courriel ou sur papier n'est autorisée.

Le dossier de consultation comprend les documents suivants

- a) Documents à conserver par le candidat
 - Le règlement de consultation valant cahier des clauses administratives particulières
 - Les cahiers des clauses techniques particulières
- b) Document à retourner rempli, daté et signé par les candidats
 - L'acte d'engagement
 - Le DC 1
 - Le DC2

3.3. Modification de détail au dossier de consultation

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de candidature modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4. Echanges pendant la consultation

L'ensemble des échanges éventuels effectués pendant la consultation se feront en priorité sur la plateforme des achats de l'Etat.

Il convient de bien vérifier que les mails envoyés par l'entité adjudicatrice via la plateforme de dématérialisation des marchés publics ne soient pas réceptionnés dans les spams ou courriers indésirables.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE L'OFFRE

4.1. Délai de validité de l'offre

Le délai de validité pendant lequel la réponse du soumissionnaire est irrévocable est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise de l'offre.

En cas de négociation, le délai de validité court à compter de la date de remise des offres finales.

4.2. Date limite de remise des offres

La date limite de réception des offres est fixée **au 13 mars 2026 à 12 h.**

En cas de report de la date de remise des offres par suite de difficultés, la nouvelle date limite de réception des offres sera transmise à l'ensemble des candidats.

Ceux qui auront déjà remis une offre auront la possibilité de la compléter, de la reproduire ou de la maintenir.

Les plis étant transmis par voie électronique étant horodatés, selon les articles R 2151-5 et R 2143-2 du code de la commande publique, toute offre reçue après la date et l'heure limites de dépôt fixées ci-dessus ne sera pas prise en considération et éliminée. Le candidat en sera informé.

En application de l'article R 2151-6 du CCP, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'entité adjudicatrice dans le délai fixé pour la remise des offres.

4.3. Conditions de participation des candidats

Les opérateurs économiques peuvent se présenter soit individuellement, soit sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

C'est au stade de la candidature que les opérateurs économiques indiquent s'ils souhaitent se présenter en groupement, sous quelle forme et désignent leur mandataire. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord cadre.

Le candidat peut se présenter en groupement conjoint ou en groupement solidaire

- En cas de choix du groupement conjoint, il sera demandé à l'attribution au groupement retenu à ce que le mandataire soit solidaire. Le mandataire du groupement conjoint est ainsi solidaire, pour l'exécution de l'accord cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice

- En cas de choix du groupement solidaire, le paiement s'effectue sur des comptes séparés (chaque membre percevant directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations). En cas de demande du groupement, le paiement peut s'effectuer sur un compte unique géré par le mandataire du groupement, le groupement doit pour cela faire apparaître cette demande dans l'acte d'engagement

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements, si cela se produisait l'acheteur rejettera toutes les offres qui ne respectent pas cette règle et les déclarera irrégulières

4.4. Documents relatifs à la candidature

Les offres seront obligatoirement rédigées en langue française et en euro. La remise des offres par les candidats implique leur acceptation des clauses des cahiers des charges.

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat à savoir le représentant légal du candidat, toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Il appartient au candidat sous leur propre responsabilité de vérifier la compatibilité de leur candidature au vu des textes légaux.

Chaque candidat doit remettre impérativement les documents et renseignements indiqués ci-dessous tels que prévus aux articles L 2142-1, R 2142-3, R 2142-4, R 2143-3 et R 2143-4 du code de la commande publique sous peine de rejet de leur offre.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

a) Renseignements concernant la situation juridique du candidat

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Formulaire DC1 : lettre de candidature | Non |
| Attestation sur l'honneur pour justifier que votre société n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail | Non |
| Si délégation de pouvoir, fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société | Oui |
| Extrait KBIS datant de moins de 3 mois | Non |
| Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus datant de moins de 6 mois | Non |

b) Renseignements concernant la situation économique et financière du prestataire

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou DC 2 | Non |
| Preuve d'une assurance pour les risques professionnels avec le montant des garanties | Non |

c) Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| Liste des principales prestations et services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | Non |

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) joints ou disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.5. Documents relatifs à l'offre

L'absence de l'une de ces pièces ci-dessous entraînera l'irrégularité de l'offre

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement complété, | Oui |
| Le mémoire technique devra comprendre au minimum les éléments suivants | Oui |
| <ul style="list-style-type: none"> - Organisation et mode de fonctionnement en matière de recrutement, sélection, formation, visite médicales, fourniture de matériel - Vivier des candidats, volume de candidatures proposées... - Identification de l'équipe, méthode de sélection des candidats - Administration des contrats, modalités de mise à disposition du personnel - Modalités de remplacement du personnel en cours de mission - Mesures correctives en cas de profil inadapté - Mesures d'information et de formation en matière de sécurité en lien avec les missions du port d'Arles - Délai de réponse et de mise à disposition | |

Il n'est pas nécessaire au candidat de retourner les pièces de l'accord cadre suivantes (toutefois par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité de ces pièces et en accepte les termes : le RC valant CCAP et le CCTP.

Le mémoire technique est une pièce impérativement exigée. Toute offre remise sans ce cadre sera déclarée non conforme.

Les offres n'ont pas à être remises signées. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

Par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner en réponse à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché : acte d'Engagement, Mémoire technique, ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

5.1. Transmission électronique

L'entité adjudicatrice impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. La remise d'une offre papier entraînera son rejet sans régularisation.

Les réponses par voie électronique doivent être remises à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats doivent prendre connaissance du « Guide d'Utilisation » et des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

Avant toute manipulation sur le site, le candidat peut tester la configuration du poste accessible par le menu « se préparer à répondre tester la configuration de mon poste ».

L'attention des candidats est portée sur le fait que la procédure de dépôt des plis sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics (PLACE) nécessite un certain délai. Il est donc conseillé d'anticiper la transmission électronique de l'offre en vue du respect de la date et de l'heure limites de remise des plis (horodatage)

Si les difficultés se présentent lors du dépôt des plis une assistance est à la disposition des entreprises :

- un service d'assistance en ligne disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr,
- un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Par téléphone : 01.76.64.74.07

L'utilisation de la plate-forme nécessite des postes de travail récents :

- disposant de logiciels (OS et Navigateurs) maintenus par leurs éditeurs d'origine,

- disposant des dernières mises à jour logicielles, et notamment des patches de sécurité émis par les éditeurs correspondants.

Il est également conseillé d'éviter dans le nom des fichiers à déposer les caractères spéciaux (ex. : « ; & ; ...). Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'entité adjudicatrice peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Il est fortement recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation et des réponses apportées par l'entité adjudicatrice aux questions posées par d'autres candidats.

L'adresse courriel indiquée dans le formulaire de retrait sera utilisée comme seule voie d'information des candidats via la Plateforme sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires indiquées ci-dessus.

Il appartient aux candidats de relever leur courrier électronique sur une base régulière.

Dès lors, la responsabilité de l'entité adjudicatrice ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile, ou s'il a fait un retrait anonyme.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront donc être alertés. En aucun cas, l'entité adjudicatrice ne saurait être tenue responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra indiquer le nom du candidat et être placée dans un pli scellé qui portera la mention « COPIE DE SAUVEGARDE - « INTERIM – Ne pas ouvrir ».

Il sera adressé à l'adresse ci-dessous par tous les moyens à la convenance du candidat (à l'exception du mail et de la télécopie) permettant de donner date et heure certaine à son dépôt et de garantir sa confidentialité. Il pourra être également être remis à la même adresse contre récépissé :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU PAYS D'ARLES
Service des Marchés Publics
BP 10039
13633 ARLES CEDEX

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le rejet d'une copie de sauvegarde parvenue à l'entité adjudicatrice après l'expiration du délai de remise des offres n'implique aucunement le rejet de l'offre elle-même, si cette dernière a été reçue par l'entité adjudicatrice dans les délais prévus par l'avis de publicité.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

5.2. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes questions dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres et sur le délai devront parvenir au service de la commande publique sous forme écrite à <http://www.marches-publics.gouv.fr>, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres.

La réponse de l'entité adjudicatrice, si elle intéresse l'ensemble des soumissionnaires sera portée à leur connaissance sur la plate-forme des achats de l'Etat 5 jours avant la date de remise des offres.

L'entité adjudicatrice ne s'engage pas à répondre aux questions posées au-delà. Il ne sera répondu à aucune question orale. Aucune information ne sera transmise par téléphone.

ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES, JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

7.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de

demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidatures sont examinées conformément aux dispositions de R 2144-1 à R 2144-7 du code de la commande publique.

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant de l'entité adjudicatrice éliminera

- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose l'entité adjudicatrice de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article R2143-3 ou R2141-4 du code de la commande publique,
- Les candidats qui ne présentent pas des garanties professionnelles, financières et techniques suffisantes pour l'exécution de l'accord cadre.
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence,
- Les candidats sont informés que lorsque les candidatures sont transmises par voie électronique et sont rejetées en application de l'article R2143-3 à R2143-16 des articles du code de la commande publique, l'offre correspondante est effacée sans avoir été lue.

7.2. Attribution de l'accord cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-1 à L 2152-4, R. 2152-1 et R 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les candidats sont informés que leur offre ne sera classée qu'à la condition qu'elle soit reconnue conforme, c'est-à-dire uniquement si elle respecte toutes les exigences techniques et administratives spécifiées aux cahiers des clauses.

En cas de non-respect d'une seule de ces exigences, l'incomplétude ou la modification du fait du candidat de toute pièce essentielle de la consultation peuvent entraîner l'irrégularité de l'offre et donc son rejet.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que la régularisation n'entraîne pas une modification substantielle de l'offre qu'elle ne méconnait pas la législation applicable en matière sociale et environnementale. Celle-ci ne visant pas à modifier la teneur de l'offre du candidat ou de remettre une nouvelle offre.

En revanche, toute offre inacceptable (le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat) ou inappropriée (l'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur) sera éliminée.

7.3. Jugement des offres et pondération

L'entité adjudicatrice effectuera le jugement des offres par application des critères suivants et leur pondération.

Jugement des offres et pondération

- **Prix des prestations : 40 %**
- **Valeur technique : 60 %**

SC1 : Mesures d'information et de formation en matière de sécurité en lien avec les missions au port d'Arles (30%)

SC2 : Méthodologie et moyens humains de l'agence locale, viviers de candidats (15%)

SC3 : délai de réponse et de mise à disposition, capacité de réaction, moyens de communication (15%)

L'examen se fera au regard des éléments portés dans le cadre de mémoire technique du candidat qui répondent aux exigences du CCTP.

Chaque critère et sous critère sera noté sur 10 et affecté à la pondération correspondante. La notation finale de chaque offre après pondération des critères se fera sur 10 points par l'addition des notes obtenues dans chaque critère.

La note globale sera obtenue par l'addition des notes pondérées dans les critères.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire.

Dans le cas où les justificatifs de paiement des impôts et cotisations sociales ne pourraient pas être produits dans le délai imparti, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de retenir le candidat ayant présenté l'offre suivante au regard des critères.

Conformément aux dispositions de l'article R 2152-3 et suivants du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse.

Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres soit rejetée par décision motivée.

7.4. Suite à donner à la consultation

A l'issue de la remise des offres, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux candidats afin de clarifier certains aspects de leur offre ou de confirmer les engagements figurant dans celles-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier les éléments.

Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur offre pourra être écartée de la procédure.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, financièrement acceptables et en parfaite adéquation avec les spécifications techniques, par suite du premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

L'entité adjudicatrice attire l'attention des candidats sur le fait qu'il ne s'agit que d'une possibilité et non d'une obligation.

Si l'entité adjudicatrice procède à une négociation les candidats sélectionnés seront avisés par courrier ou messagerie électronique, du déroulement de la négociation dont les modalités seront identiques pour chacun d'eux.

Elle se déroulera sous la forme d'une audition individuelle de chacun des candidats à l'issue de laquelle les candidats remettront leur offre finale selon des conditions identiques ou par échange de messages via la Place, plateforme de dématérialisation.

Il est à noter que l'entité adjudicatrice se réserve le droit de limiter la négociation à une simple remise d'une nouvelle offre finale sans audition préalable.

Les offres finales seront jugées selon les mêmes critères pondérés. Le classement final sera établi sur cette base.

Conformément à l'article R 2152-13 du code de la commande publique, l'entité adjudicatrice pourra procéder à une mise au point des composantes de l'accord cadre.

7.5. Informations des candidats non retenus

Les candidats non retenus sont informés par courrier transmis par voie électronique sur la plate-forme PLACE.

7.6. Notification

La notification consiste en l'envoi au titulaire de l'exemplaire signé de l'accord cadre, par tout moyen permettant de donner une date certaine. La date de notification est la date de réception de l'accord cadre par le titulaire. Les documents relatifs à la notification sont transmis par voie électronique sur la plate-forme PLACE à l'adresse électronique indiquée dans l'acte d'engagement. L'exemplaire unique de l'accord-cadre signé est transmis, sur demande, au titulaire par voie postale.

7.7. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification, date de réception de la copie signée du présent marché via la plateforme.

7.8. Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'entité adjudicatrice au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

ARTICLE 8 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE CONTENU VARIATION

8.1. Contenu des prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'accord cadre est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, les frais de déplacement, les frais généraux, frais d'assurance, impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution de l'accord cadre y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Les coefficients multiplicateurs sont les suivants :

- Coefficient de délégation : applicable au personnel sélectionné et géré par la société de travail temporaire.
- Coefficient de gestion : applicable au personnel sélectionné (quel que soit le statut) par la CCI et donné en gestion à une société de travail temporaire.

Les coefficients applicables sont fermes pour la durée du marché y compris pour les reconductions prévues au marché.

Pour les missions supportant un taux de délégation et dont la durée serait supérieure à 3 mois, le titulaire s'engage à appliquer un coefficient dégressif pour toute la durée restante de la mission au-delà de 3 mois ou, sur demande de la CCI, permettre le passage en CDD.

8.2. Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (Date limite de remise des offres indiquée à la page de garde du Règlement de consultation) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = + 100.0\% (ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o))$$

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHTrev-TS « Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) ».

8.3. Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.4. Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. L'entité adjudicatrice peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

ARTICLE 9 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Exercice du droit d'accès, de modification et/ou de suppression des données : conformément aux dispositions de la Loi du 6 Janvier 1978 modifiée, les personnes concernées pourront exercer leur droit d'accès, de modification et/ou de suppression des données auprès du la CCI PA BP 10039 13633 Arles Cedex.

ARTICLE 10 - PRESENTATION DES FACTURES

10.1. Contenu des factures

Les factures afférentes au marché seront établies en un original par situation selon modèle ci-joint. Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom, n° SIRET et adresse du titulaire
- Le n° de son compte bancaire ou postal
- le n° et la date de notification de l'accord cadre et de chaque avenant éventuel
- le numéro de commande
- le numéro, la description de la prestation exécutée
- le montant H.T. et T.T.C.
- le taux et le montant de la TVA
- la date et le n° de la facture
- le n° de TVA intracommunautaire

10.2. Adresse de facturation

Les demandes de paiement devront être envoyées à l'adresse suivante

RC valant CCAP – Mise à disposition personnels intérimaires

Marché n° 202602002

15/21

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Identifiant de la structure publique SIRET (CCI PA) 18130003900011

10.3. Modalités de règlement par l'entité adjudicatrice

10.3.1. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement bancaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

10.3.2. Délai de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

10.3.3. Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service en charge du suivi contractuel et administratif de l'accord cadre tel que défini ci-dessus et fournir le RIB correspondant.

Le titulaire est tenu de notifier à l'entité adjudicatrice par lettre recommandée avec accusé de réception, toutes les modifications importantes du fonctionnement de son entreprise (nature juridique, changement de dirigeant, etc..) survenant au cours de l'exécution de l'accord cadre.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

11.1. Conditions d'exécution des prestations

Suivi médical du personnel intérimaire

Le titulaire soumet son personnel d'intérimaire aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur, dans les centres de médecine du travail proches du lieu de travail.

A ce titre, les candidats référencés sont responsables et prennent en charge la bonne exécution des examens médicaux et des visites médicales réglementaires de leur personnel.

Respect du règlement intérieur

Les personnels intérimaires sont tenus de respecter les normes, protocoles d'hygiène et de sécurité ou tout autre protocole, règlement intérieur et instruction de l'entité adjudicatrice

Formation au poste de travail

En cas de nécessité, l'entité adjudicatrice pourra demander au titulaire de faire suivre une formation au poste de travail rendant le personnel intérimaire capable de mettre en application des modes opératoires ou des consignes de travail permettant d'éviter les risques présentés par les travaux à réaliser ou par l'environnement de travail.

Si le poste appartient à la liste des postes à risques particuliers, l'entité adjudicatrice assurera une formation complémentaire renforcée.

Comportement

Le personnel mis à disposition devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers et du personnel des entités.

La CCI se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du Titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

La CCI se réserve le droit de contrôler à tout moment les diplômes et les aptitudes professionnelles du personnel mis à disposition notamment la compréhension des observations qui peuvent être faites ainsi que la connaissance des précautions à prendre dans l'exécution des tâches confiées.

Elle se réserve également le droit, lorsqu'il a signalé un manquement professionnel du personnel mis à sa disposition, de demander à l'entreprise de travail temporaire les mesures qu'elle a mises en œuvre pour sanctionner ce manquement.

Le nom et la qualification des salariés devront être communiqués au directeur du port. A ce titre, elle se réserve le droit de vérifier l'identité des salariés intérimaires en mission sur le site.

Les salariés doivent pouvoir lire, écrire et parler la langue française.

A l'issue des opérations de vérification, elle prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

11.2. Obligations communes aux parties

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations.

Par souci de préserver les ressources environnementales, les parties privilégieront les échanges par voie dématérialisée s'agissant des modalités liées à l'exécution de l'accord

cadre notamment. Ces échanges se feront avec accusé de lecture afin de s'assurer d'une exécution conforme aux délais contractuels.

La date de référence sera : La date de remise du courriel attesté par l'accusé de lecture ou, par défaut, la notification électronique de remise. Par défaut de production de la notification électronique, la date figurant sur l'accusé de réception de la lettre recommandée éventuellement adressée.

11.3. Décisions après vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'entité adjudicatrice prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 - PENALITES – SANCTIONS POUR DEFAUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS N'ENTRAINANT PAS LA RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

12.1. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.2. Pénalités en cas de prestations non conformes

Dans le cas où l'intérimaire n'aurait pas les qualifications exprimées lors de la demande, l'entité concernée par la prestation se réserve le droit de mettre fin à celle-ci, sans qu'il ne lui soit imputé aucun paiement, et le cas échéant, d'appliquer une pénalité égale à 50 % du montant de la prestation qui aurait dû être payée.

12.3. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

En cas de retard de présentation de la personne sur le site, ayant pour conséquence une perte d'exploitation, il pourra être appliqué, le cas échéant, des pénalités de retard par heure de retard de présentation de la personne sur le site.

Les pénalités pourront être directement retenues sur les règlements dus au Titulaire. Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre l'heure de présentation prévue et l'heure d'arrivée réelle. Si la

prestation ne peut être effectuée en raison d'un retard du fait de l'entité, les indemnités ne seront pas dues.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant de l'accord cadre, de la tranche ou du bon de commande. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE

13.1. Résiliation – conditions

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

ARTICLE 14 - CONFLIT INTERET

Les articles 432-12 et 432-17 du Code pénal relatifs à la prise illégale d'intérêt disposent que le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission

de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

Tout Membre Titulaire, Associé, Honoraire ou Conseiller Technique de la CCI PA a l'obligation :

- a) De déclarer l'ensemble des intérêts qu'il détient à titre personnel, directement ou indirectement dans toute forme d'activité économique et sociale, telle que société civile ou commerciale, GIE, activité artisanale ou commerciale, mission de service public, investissement d'un mandat électif public.
- b) De déclarer également les intérêts détenus directement ou indirectement par son conjoint non séparé de corps et ses enfants mineurs non émancipés.

Cette déclaration est remplie sous l'unique et entière responsabilité de son auteur. La CCI n'exerce, à cet égard, aucun contrôle portant sur la sincérité des informations qui y figurent.

Il appartient, en cas de doute ou d'ingérence possible, au candidat de saisir la Commission de Prévention des Conflits d'intérêt de la CCI, par lettre recommandée avec avis de réception avant toute réponse à un marché ou un contrat de toute nature avant de soumissionner.

À défaut, l'entité adjudicatrice a la faculté de saisir la Commission aux fins de lui soumettre la candidature.

ARTICLE 15 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

À défaut de production des pièces, l'accord cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 16 - LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché, l'entité adjudicatrice et le titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

En cas de d'échec de la solution à l'amiable, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Marseille conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du Code de justice administrative.

- Référé précontractuel (article L. 551-1 du code de justice administrative) ;
- Référé contractuel (article L. 551-13 et s. du code de justice administrative) : ce recours peut être formé dans un délai de 31 jours à compter de la publication d'un

avis d'attribution de l'accord cadre au JOUE, ou 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre si aucun avis d'attribution n'a été publié.

- Recours de pleine juridiction (décision du Conseil d'Etat, Tarn et Garonne, 4 avril 2014, n°358994) : ce recours doit être introduit dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr ». Des délais supplémentaires de distance sont susceptibles de s'appliquer dans les conditions prévues à l'article R421-7 CJA. Le code de justice administrative français est consultable sur le site officiel " Légifrance - le service public de la diffusion du droit " : <http://www.legifrance.gouv.fr>